

ON CONTINUE...

avec l'UFR des industries chimiques CGT

l'édito

Capitalisme : un modèle de mondialisation sans avenir

Le modèle ambiant, nommé **capitalisme**, est en fin de règne et il ne sait plus quoi inventer pour s'enrichir toujours plus et encore sur notre dos, mais aussi au détriment de l'environnement.

Il n'a trouvé comme solutions lui permettant d'asseoir son autorité que la guerre, l'asservissement des plus démunis, la destruction aveugle de la vie végétale et animale, le pillage des ressources naturelles.

Bien que ne pouvant cependant plus nier sa responsabilité dans le désordre climatique, de toute la résultante de cette énorme gabegie il ne s'en soucie pas, du moment que les profits sont au rendez-vous.

Tout est bon pour faire de l'argent, y compris le développement de l'industrie bio et vegan, toutes censées garantir aux consommateurs un équilibre alimentaire bénéfique pour leur santé ! En réalité, il est essentiel de savoir que ce nouveau type d'industrie est un juteux business rapportant des milliards aux entrepreneurs qui l'exploite.

Cette situation, évidemment, peu vertueuse, engendre donc des inégalités sociales de grande ampleur.

Les acheteurs de ces produits plus chers que le tout-venant, doivent disposer de moyens suffisants pour s'offrir le luxe de manger convenablement et de façon saine. Ce qui n'est évidemment pas le cas des plus modestes. Ceux-là se contenteront donc de la malbouffe, de produits traités

aux OGM, bourrés de pesticides, se privant ainsi de l'essentiel pour leur santé. Une façon comme une autre de discriminer encore davantage tout une frange de population, c'est d'ailleurs à se demander : où est la logique ?

La consommation de produits nuisibles à la santé génère des maladies de type : obésité, diabète, hypertension, cancers, et se soigner coûte cher !



Au registre des inégalités sociales, évoquons aussi l'appel à la population des trois énergéticiens français : TotalEnergies, EDF et ENGIE, nous exhortant à « réduire immédiatement notre consommation de carburant, pétrole, électricité et gaz » alors que le patron de Total vient de doubler son salaire. Sic...

La pilule passe mal, d'autant que nous, simples consommateurs, ne sommes nullement responsables de la flambée des prix de l'énergie, laquelle ne découle que des logiques de rentabilité des groupes énergétiques et des choix gouvernementaux de ces

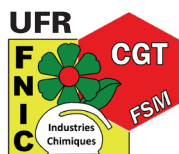
20 dernières années dans ce secteur, avec la destruction de l'outil industriel et le refus d'investir quand cela était nécessaire. Ces déclarations, ajoutées à celles, trop souvent proférées par Macron-l'ultralibéral à notre rencontre, relèvent d'un profond mépris de la classe dirigeante à notre égard. Rappelons-nous : « Je traverse la rue, je vous trouve du travail », « Un pognon de dingue dans les minimas sociaux », « Je ne céderai rien, ni aux fainéants, ni aux cyniques », « Les gens qui ne sont rien », « Les femmes salariées de Gad, pour beaucoup illettrées », « Les non-vaccinés, j'ai très envie de les emmerder », etc.

Posons-nous les bonnes questions, nous qui n'avons fait que contribuer par notre travail à la richesse de ces grands actionnaires, de ces banquiers, de ces rentiers, lesquels en retour n'ont pour nous que mépris : pourrions-nous supporter plus longtemps ce modèle social qui, à toujours trop en vouloir, et atteignant ses limites, est un réel danger pour toute l'humanité ?

À NOUS MAINTENANT DE RENVERSER CETTE SOCIÉTÉ ULTRALIBÉRALE ! ■

Sommaire

Une : L'édito • L'action p.2 • L'information, L'international p.3 • L'Orga, Le point, p.4



On CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération nationale des Industries chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 81 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : Emmanuel Lépine

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0124S 084 16

l'action

Des grèves pour vivre mieux et une impérieuse nécessité de faire converger les luttes

Chers lecteurs et chères lectrices, on ne nous dit pas tout, mais lorsqu'on va chercher l'info, on découvre que, **sous le calme ambiant d'un été chaud et aux allures reposantes, beaucoup de mobilisations ont déjà émaillé le mois de juin, partout dans le pays, tous secteurs confondus.** La plupart des revendications concernent le pouvoir d'achat, fortement mis à mal.

D'ailleurs il est important de préciser qu'à notre époque de supposé progrès, un Français sur deux ne part pas en vacances.

En juin, un nombre considérable de grèves, entre autres :

- les aéroports parisiens, bordelais, marseillais,
- la SNCF en plusieurs endroits du territoire,
- les compagnies aériennes, notamment Ryanair, Easy Jet, Air France et Transavia,
- les transports parisiens (RATP), de Marseille, Lille, Dijon, Rouen, Narbonne,
- les assistants d'éducation en plusieurs endroits du territoire,
- chez Sanofi, rassemblements à Chilly-Mazarin (91) pour protester contre le projet de déménager 1 500 salariés dans ses locaux du Val-de-Marne (94), sans aucune garantie d'emploi,
- chez Michelin pour les salaires
- chez Smurfit
- chez Goodyear
- chez TotalEnergies appel à la grève inédite (Syndicats CGT des filiales et maison mère tous unis pour exiger des augmentations de salaire). Parmi ces filiales, la SAFT, spécialisée dans la conception de batteries à usage industriel, HUTCHINSON connue pour ses pneus ou encore ARGEDIS, qui gère les stations-services. La coordination des syndicats CGT de TOTAL, qui regroupe l'ensemble des syndicats CGT du groupe, filiales comprises, a réussi à décider une grève des salariés de l'ensemble du groupe, sur la question des augmentations de salaire.



1 Français sur 2 ne part pas en vacances

LES SYNDICATS DE LA COORDINATION CGT-TOTAL EXIGENT QUE LES SALAIRES SOIENT RÉHAUSSÉS À MINIMA DE 5,2 %.

Ils rappellent également 2 exigences. Celle de la confédération CGT : un SMIC à 2 000 € brut, et celle du Syndicat des avitailleurs (travailleurs ravitaillant les avions en kérosène), déjà en grève à l'aéroport de Roissy et affiliés à TOTAL, qui exigent 300 € d'augmentation de salaire.

Notons aussi qu'en Belgique, plus de 70 000 travailleurs sont en grève pour leurs salaires !

Il est bien sûr essentiel que dans chaque entreprise, dans chaque base, chaque UL, chaque UD, nos militants construisent le rapport de force, qui seul, est de nature à obtenir satisfaction à nos revendications. Mais ce n'est qu'en nous unissant que nous serons plus forts face au patronat dans son ensemble et face à son gouvernement de valets.

Les mobilisations sont là, mais en ordre dispersé, et pour des revendications de même nature.

Ce n'est que par la convergence de toutes ces luttes que les travailleurs pourront imposer leurs légitimes revendications. ■

L'avenir appartient à celles et ceux qui s'unissent dans la lutte.

l'information

NON, L'EXTRÊME-DROITE N'EST PAS L'AMIE DES TRAVAILLEURS

Sous la houlette de Marine Le Pen, le RN (Rassemblement national), soucieux de se distinguer notamment de ses sulfureux vieux briscards, s'est offert un petit toilettage assorti d'un semblant d'honorabilité. Désormais, ses représentants clament à qui mieux mieux qu'ils défendent les intérêts de la classe ouvrière. Ils ne sont pas les seuls, à l'extrême-droite, à se la jouer défenseurs sociaux des droits humains. Il en est de même de Philippot, Dupont-Aignan et Zemmour. C'est apparemment la mode, à l'extrême-droite, que de se déclarer proche du peuple.

POURTANT, L'HISTOIRE NOUS PROUVE LE CONTRAIRE. De l'Allemagne nazie au Brésil, en passant par le Chili, l'Espagne, l'Italie, la Grèce, l'Argentine...

Soyons lucides, **l'extrême-droite n'a jamais été autre chose qu'un soutien inconditionnel au grand capital, interdisant la parole aux militants d'opposition, politiques ou syndicaux en réprimant dans le sang, à grands coups d'emprisonnements, d'assassinats et de torture, toute contestation envers sa politique outrageusement anti-sociale.**

Son discours prétendument social n'a pas d'autres fins qu'électorales. En y ajoutant le petit zeste de racisme qui finit de convaincre celui ou celle à qui on inculque, à l'aide de médias dévoués la peur de la différence, la haine de l'étranger et le tour est joué.

Nous ne le répéterons pourtant jamais assez : notre ennemi n'est pas le travailleur étranger, qui peut avoir des coutumes différentes des nôtres.

Celui-ci subit la même oppression que nous. Non, notre ennemi c'est celui qui s'engraisse sur notre dos, et ce, quelle que soit notre origine. Pour le capitalisme, celle-ci importe peu du moment que notre travail lui rapporte.

LE PEN & MACRON À L'ASSAUT DES VOIX DE MÉLENCHON



Alors non, l'extrême-droite n'est pas l'amie des travailleurs : en revanche, elle a toujours été celle des patrons, et en propageant la haine, elle nous divise.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, ÉLIMINONS LE FASCISME ! ■

INTERNATIONAL

Élections en Colombie et vague de gauche en Amérique Latine

Gustavo Petro, est devenu dimanche 19 juin le premier Président de gauche de l'histoire de la Colombie, avec 50,45 % des voix.

« Nous n'allons pas trahir cet électorat qui a crié pour que le pays change », a-t-il lancé devant des centaines de ses partisans rassemblés à Bogota. « Nous nous engageons à un changement véritable, un changement réel ».

Le gouvernement, qui entrera en fonction le 7 août, sera celui de « la vie, la paix, la justice sociale et la justice environnementale », a affirmé Gustavo Petro, qui s'est engagé à ce que la Colombie soit désormais « à la tête de la lutte contre le changement climatique dans le monde », et sauve, avec les autres pays du continent, la jungle amazonienne.

Après Gabriel Boric, en février dernier au Chili, Andrés Manuel López Obrador au Mexique, Xiomara Castro au Honduras, Pedro Castillo au Pérou, Luis Arce en Bolivie, Alberto Fernández en Argentine, le Brésil sera-t-il le prochain à basculer avec peut-être, Lula da Silva en fin d'année ?

Un réel bonheur pour ces pays qui ont, si souvent été en proie à de sanglantes dictatures !

Un bel exemple, en tout cas, dont devrait s'emparer d'ores et déjà l'Europe tout entière, mais il reste encore beaucoup à accomplir, ne serait-ce que dans notre pays, où, malgré une poussée incontestable des forces de progrès, le parti présidentiel ultralibéral s'accorde une pseudo majorité à l'Assemblée nationale en s'alliant avec les forces d'extrême-droite.

Alors, que vivent ces nouvelles et belles démocraties sud-américaines :

« EL PUEBLO UNIDO JAMÁS SERÁ VENCIDO »



(traduction : le peuple uni ne sera jamais vaincu). ■

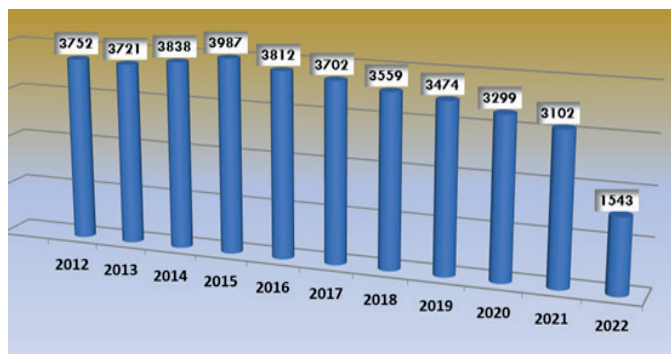
l'orga – le point...

L'agenda

- **5 septembre : Demi-journée d'étude « retraites »**
- **6 septembre : Assemblée générale de rentrée FNIC-CGT**
- **7 septembre : Prochaine réunion du Conseil national UFR-FNIC**
- **22 septembre : Journée d'action pour la santé**
- **29 septembre : Appel à la grève interprofessionnelle**

FNI AU 30 JUIN 2022

Les comptes étant arrêtés depuis ce début d'année, nous enregistrons définitivement sur 2020 un retard de 175 FNI, ce qui est assez catastrophique (perte de 175 FNI en un an !).



Pour ce qui est de 2021, le retard est encore plus important, soit 197 FNI.

Nous espérons pouvoir compter sur le travail militant de chacune et chacun afin de remonter positivement en nombre de FNI et timbres collectés pour 2021.

il ne s'agit pas non plus de faiblir pour ce qui est de 2022, car nous avons déjà dépassé la moitié de l'année et le chiffre de 1 543 FNI ne représente, par rapport à une année plutôt mauvaise telle que 2020, qu'à peine 47 %.

l'orga – le point...

Une perte de pouvoir d'achat toujours plus importante

Avec une inflation qui devrait atteindre au minimum 7 % pour l'année 2022, le pouvoir d'achat des travailleurs et en particulier des retraités est fortement amputé.

Le gouvernement a envisagé en juillet une hausse de 4 points de la seule pension CARSAT/CNAV. Il nous faut rappeler que depuis une décennie nos pensions ne suivent pas l'inflation. La revalorisation de 4 points en juillet c'est de nouveau 3 points de baisse en € constant. On se fout de nous.

Quant aux retraites complémentaires ARRCO et AGIRC, aucune revalorisation n'est envisagée à ce jour : c'est d'autant plus scandaleux qu'elles sont bénéficiaires et disposent de 2 milliards d'excédent (que font les Organisations syndicales réformistes signataires des accords ? Leur silence est inquiétant, bien que l'on sache qu'elles ont signé ces accords dans le but de pouvoir se maintenir dans les instances de retraites complémentaires).

Les retraités sont une nouvelle fois la variable d'ajustement du gouvernement : sans mobilisation, 2022 sera une nouvelle année de perte de pouvoir d'achat, hélas une de plus !

Le mépris du gouvernement pour les anciens travailleurs est un réel signe de décadence d'une société ultra libérale sans éthique avec comme politique de toujours gaver les plus riches. ■

COUP DE GUEULE !